

## Études internationales



Sallantin, Xavier, *L'épreuve de force*, Paris, les Cahiers de la Fondation pour les Études de Défense nationale, no 2, 1975, 143 p.

Jean-Guy Vaillancourt

Volume 8, numéro 2, 1977

Le Canada et le Québec – Bilan et Prospective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700793ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700793ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vaillancourt, J.-G. (1977). Compte rendu de [Sallantin, Xavier, *L'épreuve de force*, Paris, les Cahiers de la Fondation pour les Études de Défense nationale, no 2, 1975, 143 p.] *Études internationales*, 8(2), 408–410.  
<https://doi.org/10.7202/700793ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1977

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

nir celle qui suggère que « the Chinese must share temporarily the imperialists' beds, but the situation does not require any love-making... », ou encore celle-ci : « while Japan may be preserving the ability to go nuclear but not needing (or desiring) to exercise this option ».

Les lecteurs ne pourront blâmer les auteurs si quelques faits ou généralisations ne sont plus guère d'actualité car la chronologie des événements, en moins de deux années, les a modifiés depuis la conclusion de leur étude. La victoire communiste dans les trois États d'Indo-Chine, la mort de Mao et de Chou En-lai, l'intervention cubaine dans la guerre civile angolaise viennent influencer non seulement les faits mais encore les généralisations des auteurs. Il semble aussi, pour nous, qu'ici et là, quoique de façon peu généralisée, les auteurs soient légèrement influencés par leur allégeance occidentale. Leur perception de la Chine paraît être colorée fortement par les sources des *media* nord-américaines, du moins dans les quelques dernières années. Ils voient que « more than any other contemporary world leadership, the men in Peking are devoted to their principles » et qu'il faudra encore « at least another generation, before China's leaders exhibit a willingness to compromise fundamental principles in the manner that has typified Soviet leadership since the death of Stalin ». D'un coup, les dirigeants chinois sont décrits comme plus doctrinaires que les Russes... Un certain nombre d'aménités sont dites d'eux et de leur pays parce qu'ils sont en brouille avec les Russes – ces adversaires du monde occidental bien avant la révolution des bolcheviks.

Les événements en Indo-Chine, en Angola et en Afrique australe démontrent que c'est davantage Moscou qui a embrassé la cause de la révolution dans le Tiers-Monde que Pékin surtout depuis que la Chine a décidé de renouer les relations diplomatiques avec les États-Unis. On peut encore mettre en doute l'affirmation des auteurs selon laquelle le Japon s'abritera longtemps encore

sous la protection nucléaire américaine, même si les É.-U. ont modifié radicalement leur politique à l'égard de la Chine sans même consulter le Japon. De même que la France a assumé son autonomie stratégique, pourquoi n'en serait-il pas ainsi du Japon ?

Quoiqu'on puisse différer d'opinion avec quelques conclusions ou points de vue des auteurs, l'ouvrage de Mueller et de Ross reste pourtant une source importante d'information quant aux facteurs internes et externes édifant un comportement international des nouveaux pouvoirs asiatiques. C'est l'un des rares ouvrages utiles aux étudiants, journalistes, politiciens, hommes des affaires extérieures. Parce qu'il est rédigé dans un style des plus remarquables, il importe qu'on se le procure et qu'on le lise attentivement.

L. P. SINGH

*Department of Political Science,  
Concordia University*

SALLANTIN, Xavier, *L'épreuve de force*, Paris, les Cahiers de la Fondation pour les Études de Défense nationale, n° 2, 1975, 143p.

En 1961, Xavier Sallantin publiait un petit ouvrage remarquable, mais malheureusement peu remarqué, intitulé *Essai sur la défense* que Gaston Fessard, dans la revue *Études* de juin 1962, (pp. 349-368) comparait avantageusement à *Paix et guerre entre les Nations* du sociologue Raymond Aron.

Sallantine est un ancien élève de l'École de Guerre navale et un ancien officier de la marine française qui a été affecté durant les quinze dernières années de sa carrière à des bureaux d'études stratégiques. Présentement, après avoir quitté le service actif, il est directeur des recherches de la Fondation pour les Études de Défense na-

tionale où il se consacre particulièrement à la logique des systèmes évolutifs et conflictuels. De plus, il est président de la Fondation Béna, centre international privé de recherches et de rencontres entre chercheurs interdisciplinaires.

*L'Épreuve de force* présente un aperçu des résultats de ces travaux portant sur les crises et les affrontements armés. Dans une première partie, intitulée « *Débatte* », il débat de la question du service national en France. Il s'efforce d'éclairer les multiples facettes du problème de la conscription dont les justifications militaires sont actuellement loin d'être prépondérantes. C'est, notamment, le chômage qui contribue au maintien du service militaire en France. Mais ce problème est pour Sallantin l'occasion d'aborder concrètement tout ce qui concerne la préparation de la jeunesse aux situations de crise où interviennent le risque, le danger, l'épreuve de force, la violence. Il s'agit de savoir si le désaccord est une anomalie ou s'il est le moyen nécessaire pour faire progresser l'accord, auquel cas l'initiation aux luttes de la vie doit, sous des modalités diverses, faire partie de l'éducation.

La deuxième partie du livre s'intitule « *Combattre* », et se divise, comme la première et la troisième, en trois chapitres. L'auteur y étudie de façon prospective l'état des rapports de force au plan de la problématique mondiale et se demande pour quels combats les agents de la force sont formés. C'est une analyse politico-stratégique qui tente de définir une politique de défense pour la France tout en essayant de fournir des solutions viables à la crise mondiale qui nous assaille tous. Selon lui la France a une politique de défense (basée sur la dissuasion nucléaire) qui est trop insulaire. Elle devrait bâtir de plus vastes solidarités en contribuant à former un ensemble méditerranéen à vocation spiritualiste comprenant non seulement les autres pays européens mais aussi le monde arabe. Dans cette région méditerranéenne,

le rôle de la France serait complémentaire de celui qui reste le sien dans une Europe atlantique, à vocation économique, dominée malheureusement de plus en plus, (comme le craint aussi Sartre) par les Américains et les Allemands. Le contrôle bicéphale É.-U.-URSS pourrait ainsi être contrebalancé par l'émergence de ce pôle méditerranéen à l'Ouest et par un pôle asiatique formé par une alliance de la Chine avec les autres pays de l'Extrême-Orient à l'Est.

La troisième et dernière partie du livre, et la plus difficile, est théorique et s'intitule « *Rebatte* ». Elle constitue une étude épistémologique en profondeur en vue de créer une nouvelle logique trialectique qui permettrait de mieux comprendre les épreuves de forces et la stratégie politico-militaire au plan mondial. Sallantin y *rebat* les concepts fondamentaux sur lesquels se basent les rapports de force. Il nous y initie à une mutation dans ce qu'il appelle « la logique du jeu quelconque », initiation qui se fait d'abord par une élucidation au plan du langage militaire et politico-stratégique et qui se poursuit en termes de théorie des jeux et des conflits.

L'ouvrage de Sallantin est fascinant mais il est aussi déroutant à bien des égards. Il présuppose une certaine familiarité et affinité avec la pensée orientale, avec la méthode scientifique et avec la philosophie hégélienne. De plus, Héraclite et Leibniz, bien plus qu'Aristote et Descartes, y sont à l'honneur. Il est à espérer que Sallantin nous présentera bientôt un autre livre (un troisième) du calibre des deux premiers mais de façon moins hermétique, dans lequel il utilisera sa méthode originale pour nous aider à comprendre et à solutionner les grands problèmes concernant l'avenir de la planète aux plans politique et militaire. Il serait bien regrettable que les contributions aussi importantes et aussi intéressantes pour la pensée politico-stratégique et pour les relations internationales restent inconnues plus longtemps des spécialistes,

et d'un public plus vaste que préoccupent ces questions.

Jean-Guy VAILLANCOURT

*Département de sociologie*  
*Université de Montréal*

SOLO, Robert A., *Organizing Science for Technology Transfer in Economic Development*, E. Lansing : Michigan State University Press, 1975, 224p.

Robert Solo, professeur de science économique à l'université Michigan State et ancien conseiller scientifique à l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) vient de publier un livre dont le titre ne reflète pas le contenu. Dans son livre, Solo a amassé une vaste quantité d'information sur l'assistance technique fournie par quatre pays du Marché commun européen – la France, La Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale – principalement aux pays sous-développés de l'Afrique. Dans son texte, cependant, l'auteur met l'accent plutôt sur la France et l'Angleterre. En plus, il privilégie surtout leurs instituts de recherche et de commercialisation des produits agricoles (tels que l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux, fondé par le gouvernement français en 1942 ou le Tropical Products Institute qui, depuis 1960, encourage la production pour l'exportation des produits tropicaux) et leurs instituts pour la mise en valeur des produits minéraux (tels que le Bureau de recherches géologiques et minières qui s'associe aux consortium internationaux pour la prospection et l'exploitation des ressources minérales en Afrique).

En examinant les activités de ces instituts il est évident que « la science » n'est organisée ni pour « le transfert de technologie » ni pour le « développement économique » des pays sous-développés. Au contraire ces instituts ont servi les intérêts

de l'Europe. Même si l'auteur nous signale que l'Allemagne et les Pays-Bas ont choisi de souligner des programmes d'aide différents, cette constatation ne change pas la conclusion générale qu'il faut en tirer. Le fait que ces deux pays concentrent leurs efforts plutôt sur la formation des techniciens agricoles et industriels que sur la recherche, ne peut être compris autrement que dans le contexte d'une politique dynamique d'investissements étrangers qu'ils poursuivent – une politique qui exige, comme l'auteur nous informe, une main-d'œuvre qualifiée (pp. 147-48, 160-62). Cependant, l'auteur ne tire pas ces conclusions de sa propre évidence.

La manque d'un véritable transfert de technologie au pays sous-développés est indiqué par l'absence de chercheurs africains dans ces instituts de recherche, des ingénieurs africains dans le processus de planification et de dessin des projets industriels et les niveaux très bas de recherche et de développement des processus de production et des produits appropriés. Cette absence est expliquée, selon l'auteur, par la façon dans laquelle la science et la technologie sont organisées dans les pays européens. L'absence de travail d'équipe et le manque d'articulation entre la communauté scientifique et les secteurs productifs en France (p. 62) par exemple, expliquent le manque de transfert de technologie aux pays de l'Afrique. Plus tard, cependant, Solo nous laisse entendre que tout effort de recherche en produits tropicaux était organisé exprès pour approvisionner l'industrie française en matières premières. L'État français agissait de façon à promouvoir les intérêts de l'industrie française. Mais quelles sont les conséquences d'une telle raison d'être des instituts dits de recherches pour le transfert de technologie aux pays sous-développés ? L'auteur n'essaie pas de répondre à cette question parce que, nulle part, a-t-il relié les diverses données qu'il présente dans une analyse cohérente. Une telle analyse devrait être basée sur les intérêts objectifs des forces sociales des pays euro-